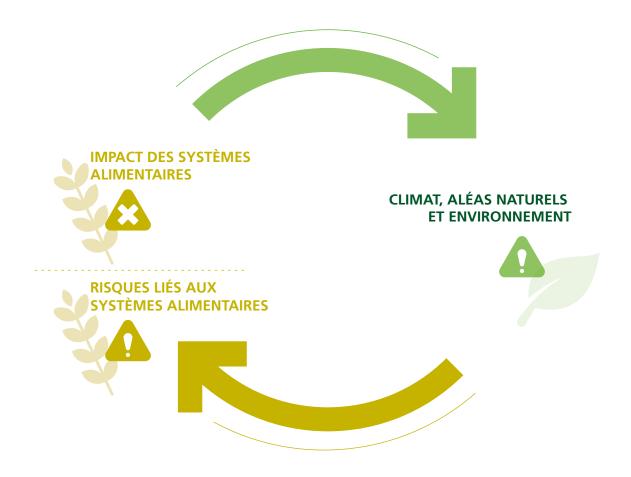




Note thématique d'intégration

Climat, RRC et environnement ...et systèmes alimentaires





La présente note thématique d'intégration (TIB) fournit un inventaire non exhaustif des éléments susceptibles de relier les systèmes alimentaires et le changement climatique (C), les risques de catastrophe (RC) et l'environnement (E) aux niveaux mondial, régional et local. Ce document vise à :

- améliorer la compréhension de l'interdépendance entre les systèmes alimentaires (de la production à la consommation) et le climat (C), les risques de catastrophe (RC) et l'environnement (E);
- mettre en lumière les impacts positifs et négatifs du système alimentaire mondial sur le climat et l'environnement et inversement;
- proposer des conseils pratiques sur la manière de transformer les systèmes alimentaires pour les adapter aux facteurs C/RC/E et en atténuer les effets.

Les sections de la DDC Climat, réduction des risques de catastrophe (RRC) et environnement et Systèmes alimentaires accueillent avec intérêt tout commentaire susceptible d'améliorer la présente note thématique d'intégration.

Vue d'ensemble des interconnexions

L'agriculture et les systèmes alimentaires sont déterminants pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations et jouent un rôle clé dans l'économie de nombreux pays. Ces deux dimensions sont toutefois particulièrement sensibles et fortement exposées au changement climatique, aux risques de catastrophe et aux dommages environnementaux. Elles jouent en outre un rôle prépondérant dans la survenue de ces dommages, dans la déforestation et dans le déclin de la biodiversité. L'alimentation n'en est pas moins l'un des principaux leviers susceptibles d'atténuer le déclin de la biodiversité et de contribuer à la protection des habitats et des espèces.



Les risques du changement climatique pour les systèmes alimentaires

La hausse des températures à l'échelle du globe, la multiplication des vagues de chaleur et la perturbation des régimes de précipitations, autant d'éléments qui caractérisent la tendance climatique actuelle, réduisent les rendements agricoles, diminuent l'agrobiodiversité et la productivité de l'élevage et affectent la pêche et l'agroforesterie dans des zones déjà vulnérables.

- L'air chaud contient plus d'humidité, d'où des précipitations plus fortes et plus fréquentes, susceptibles d'amener une érosion des sols, un risque accru de glissements de terrain et de coulées de boue ainsi que la perte ou la détérioration des terres agricoles et des infrastructures.
- Des épisodes de sécheresse plus longs et plus nombreux contribuent au déclin de la biodiversité et accélèrent le processus de désertification; de ce fait, les zones agricoles productives se raréfient.
- Les zones de hautes latitudes sont de plus en plus exposées au risque de fonte du pergélisol, ce qui a une incidence sur l'hydrologie et la biodiversité et génère érosion et glissements de terrain.
- Des récoltes instables et imprévisibles peuvent avoir pour effet une volatilité des prix des denrées alimentaires et une rupture des chaînes de valeur alimentaires au niveau mondial. La baisse de la qualité, de la quantité et de la diversité des aliments consommés qui en résulte peut être à l'origine de crises alimentaires et nutritionnelles.
- Les baisses de rendement et de productivité des terres induites par le changement climatique sont susceptibles d'accroître la pression sur les terres et les ressources naturelles.

D'autres risques liés à l'activité humaine, tels que les conflits armés et les crises politiques, économiques et sanitaires, ainsi que l'influence de la politique mondiale, peuvent avoir un impact sur les systèmes alimentaires et amplifier les risques environnementaux et climatiques.

Les opportunités offertes par le changement climatique

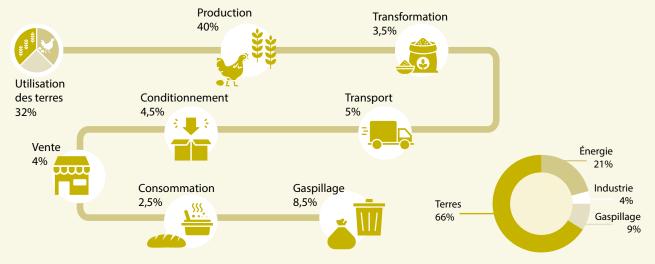
Si le changement climatique a des effets principalement néfastes sur les systèmes alimentaires, certaines **régions climatiques** pourraient connaître à sa faveur des changements susceptibles d'accroître la productivité agricole et forestière du fait de saisons de croissance plus longues, de précipitations plus ou moins importantes, de modifications dans l'action exercée par les organismes nuisibles et les maladies, et d'une plus grande capacité de puits de carbone.

- Les régions continentales situées à une latitude élevée, certaines parties du territoire du Canada, de la Russie et de la Scandinavie, par exemple, pourraient profiter de saisons de croissance plus longues.
- Les zones tempérées de l'hémisphère Nord, notamment certaines régions d'Europe, des États-Unis et d'Asie de l'Est pourraient bénéficier de périodes de végétation plus longues et plus intenses, de capacités de puits de carbone plus élevées et d'évolutions positives en matière de biodiversité.
- Des régions arides et semi-arides telles que celles que l'on trouve dans le sud-ouest des États-Unis et dans le bassin méditerranéen pourraient tirer parti de nouveaux cycles de pluviométrie susceptibles d'affecter la disponibilité en eau et la pression liée aux organismes nuisibles et aux maladies et influencer la productivité agricole et la biodiversité.
- L'expansion des routes maritimes dans les régions polaires peut réduire les coûts de transport alimentaire entre les hémisphères oriental et occidental et accroître les opportunités économiques.

Impacts négatifs des systèmes alimentaires sur le climat et l'environnement

Les systèmes alimentaires ont un impact significatif sur l'environnement; ils sont notamment à l'origine d'un tiers des émissions de gaz à effet de serre, de 90 % de la déforestation, et de 60 % du déclin de la biodiversité. Cependant, 3,4 % seulement des 115,9 milliards de dollars injectés dans le financement climatique en 2022 ont été consacrés aux systèmes alimentaires. La production agricole, y compris l'élevage pastoral, est responsable de 40 % des émissions en lien avec les systèmes alimentaires et utilise 32 % des terres,

un résultat qui s'explique principalement par la diminution des stocks de carbone en raison de la déforestation et de la dégradation des sols. Les systèmes alimentaires constituent environ 35 % des sources anthropiques d'émissions de méthane. Et 8 à 10 % des émissions totales de gaz à effet de serre sont imputables au gaspillage alimentaire : 14 % des aliments sont perdus avant même d'être parvenus aux consommateurs et 17 % sont gaspillés au niveau de la vente ou de la consommation.



Source: étude sur les aliments naturels, EDGAR-FOOD et FAOSTAT (2021) (en anglais).

La perte de terres arables conduit à l'intensification des activités sur les terres restantes et à une surexploitation des ressources naturelles et a un impact sur la biodiversité, la qualité de l'eau et la santé des sols.

- L'expansion agricole dans des zones présentant une grande valeur en termes de diversité biologique (forêts, pâturages et zones humides) risque de s'intensifier.
- Les pratiques agricoles intensives endommagent la structure des sols et leur environnement microbien, provoquant la libération de dioxyde de carbone et de protoxyde d'azote et une réduction de la qualité des sols.
- Le **recours excessif à des pesticides** entraîne la mort des pollinisateurs naturels, ce qui conduit à une réduction de la biodiversité.
- L'élevage intensif à l'échelle industrielle ne respecte pas la capacité de charge des sols et dépend d'apports extérieurs majeurs, tels que les fourrages cultivés de manière intensive, les aliments concentrés et les antibiotiques.
- Le changement climatique peut avoir un effet négatif sur

la biodiversité qui, dans toute sa complexité, est importante pour la santé des sols, la pollinisation des cultures et la lutte contre les organismes nuisibles.

Impacts positifs des systèmes alimentaires sur le climat et l'environnement

Les sols représentent le plus vaste réservoir de carbone organique terrestre. La capacité de séquestration du carbone dépend fortement des conditions géophysiques, du climat, de l'utilisation des sols et des pratiques agricoles. De grandes quantités de carbone stockées dans le sol se sont accumulées au fil des années, et les terres gérées de manière durable peuvent maintenir et augmenter les stocks de carbone terrestres.

Le couvert végétal permanent, à savoir les forêts, les pâturages et les zones humides notamment, peut constituer des puits de carbone, de même que des systèmes tels que la rotation culturale, l'agroforesterie, le sylvopastoralisme et les pratiques de labour réduit ou de non-labour.

1. Interactions entre les systèmes alimentaires, le climat et l'environnement

La **biosphère**, qui représente tout ce qui vit sur Terre, est inextricablement liée au climat. Par la photosynthèse, les plantes aident à réguler les flux des gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Les forêts et les terres agricoles dotées d'un couvert végétal permanent (pâturages, systèmes sylvopastoraux, agroforesterie) ainsi que les océans constituent des puits de carbone et refroidissent l'environnement par le principe d'évapotranspiration et la réduction des gaz à effet de serre. La diversité des zones climatiques sur la planète a formé des **écosystèmes** au fil du temps et défini les endroits où les aliments peuvent être récoltés et cultivés.

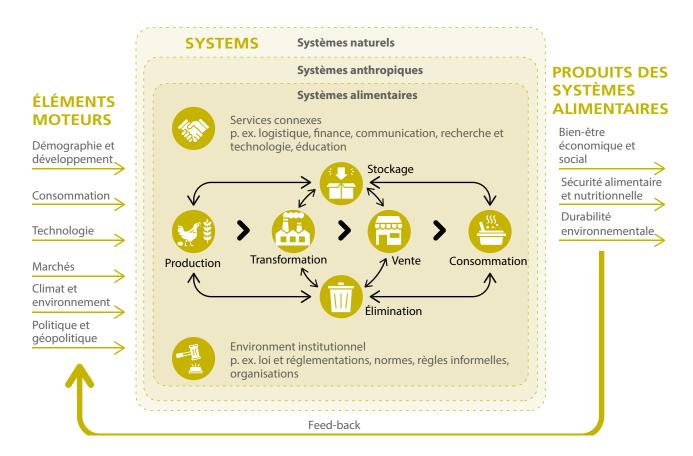
Les structures engendrées par la croissance naturelle des organismes vivants **modifient toujours plus les paysages**, et l'infrastructure anthropique a un impact de plus en plus marqué sur ceux-ci. Ces paysages modifiés ont une influence sur le climat, l'hydrologie et la biodiversité.

L'activité humaine a façonné **les pratiques agricoles et les écosystèmes** au fil du temps. Les aliments sont produits, transformés, distribués et consommés dans des conditions socioéconomiques et culturelles différentes, et les systèmes alimentaires dépendent des ressources naturelles accessibles,

du savoir-faire, de la technologie et des finances. Les activités et l'habitat humains dans des zones écologiques et climatiques spécifiques ont donné naissance à des **cultures alimentaires** qui ont évolué en fonction de la disponibilité et de l'accessibilité des ressources, et qui reflètent les pratiques, les croyances, les coutumes et les traditions entourant la production, la préparation, la consommation et l'appréciation des aliments.

Le concept de systèmes alimentaires englobe entre autres la multitude de fonctions et d'interactions entre les activités humaines et leurs environnements. La réflexion sur les systèmes alimentaires a évolué, passant d'une approche linéaire fondée sur la chaîne de valeurs à un concept rationnel de système alimentaire reposant sur des interdépendances bidirectionnelles.

Le concept de systèmes alimentaires englobe la multitude de fonctions et d'interactions entre les activités humaines et leurs environnements. La réflexion sur les systèmes alimentaires a évolué, passant d'une conception linéaire à une compréhension plus holistique et circulaire des actions et pratiques complexes et interdépendantes qui constituent les systèmes alimentaires mondiaux actuels.



Source: adapté de Foresight4Food, The Dynamics of Food Systems – A Conceptual Model, 2019 (en anglais).

Les objectifs des systèmes alimentaires consistent à garantir le bien-être économique et social, la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la durabilité environnementale. La façon dont les aliments sont produits, distribués et consommés contribue à ces objectifs, mais peut également avoir des conséquences négatives, notamment des émissions de gaz à effet de serre excessives, une pollution de l'eau, des sols et de l'air, un déclin de la biodiversité, une dégradation des sols et des effets néfastes sur la santé humaine. Les conséquences négatives des systèmes alimentaires modernes génèrent des coûts cachés (externalités) qui déteriorent le capital naturel de la planète et la santé humaine à moyen et à long terme.

L'approche des systèmes alimentaires adoptée ici examine les liens entre les systèmes naturels et humains, ainsi que tous les éléments qui régissent les systèmes alimentaires et leurs fonctions. Elle prend également en considération les parties prenantes. Les systèmes alimentaires évoluent et s'adaptent constamment. Il est donc essentiel de comprendre les risques et impacts croissants des systèmes alimentaires sur le climat et l'environnement et vice-versa pour planifier une transformation de ces systèmes et prendre les mesures d'atténuation et d'adaptation nécessaires pour les rendre durables et résilients.

Risques sur les systèmes alimentaires en lien avec le changement climatique, les aléas naturels et la dégradation environnementale

La liste non exhaustive ci-après met en évidence la manière dont les interconnexions entre les risques climatiques, les risques de catastrophe et les risques environnementaux, ainsi que la mondialisation croissante des systèmes agroalimentaires, affectent la disponibilité, l'accessibilité, la diversité, l'utilisation et la sécurité des produits alimentaires.

Effets directs

Événements hydrométéorologiques extrêmes

- La hausse des températures mondiales, les vents violents, les tempêtes et les précipitations irrégulières et changeantes accompagnées de longues périodes d'humidité et de sécheresse exposent de plus en plus les cultures au stress et aux chocs.
- Ces évolutions ont également une influence sur les organismes nuisibles et les maladies, affectent les plantes, les animaux et les humains, augmentent le risque d'épidémies et d'épizooties et réduisent la productivité et la biodiversité.

Fonte du pergélisol

 Les régions de hautes latitudes sont susceptibles d'être exposées à la fonte du pergélisol, ce qui pourrait avoir des conséquences sur l'hydrologie et la biodiversité et entraîner une érosion et des glissements de terrain dans les régions montagneuses, provoquant la perte de terres fertiles et des dommages aux infrastructures.

Effets indirects

Sécheresses

L'augmentation de la fréquence et de la durée des sécheresses contribue au déclin de la biodiversité et accélère la **désertification**, qui entraîne à son tour la dégradation des sols et la perte de zones agricoles productives.

Effets d'entraînement

Santé et nutrition

 La baisse de la productivité agricole mondiale entraîne une forte augmentation des prix des denrées alimentaires, ce qui modifie la teneur en nutriments de certains aliments et affecte la consommation calorique globale et la qualité nutritionnelle des régimes alimentaires, les populations se tournant vers des aliments moins chers et moins riches en nutriments.

Stress économique et sociétal

- Les rendements instables et imprévisibles encouragent la spéculation sur les marchés locaux, régionaux et mondiaux des produits agricoles et de l'élevage, et alimentent l'inflation. Des niveaux d'inflation suffisamment élevés dans les cultures vivrières peuvent déclencher une insécurité sociale et politique et déstabiliser les systèmes gouvernementaux.
- L'insécurité alimentaire et la faim affectent la santé et les comportements humains et peuvent conduire à des soulèvements populaires ou à des vagues de migration.
- Des événements naturels (inondations, glissements de terrain ou infestations parasitaires, par exemple) ou les catastrophes anthropiques (déversements de produits chimiques ou ruptures de barrages, etc.) peuvent **perturber les marchés** à l'échelle locale ou mondiale, avec des interruptions dans l'approvisionnement en pesticides ou en engrais et une perturbation des routes maritimes. Ces événements touchent de manière disproportionnée les groupes vulnérables et sapent les efforts visant à ne laisser personne de côté.

Impacts des systèmes alimentaires sur le climat et l'environnement

Les systèmes alimentaires génèrent des effets directs, des effets cachés et des coûts externes susceptibles de présenter des risques pour le climat planétaire et les écosystèmes. La liste qui suit est une énumération non exhaustive des risques les plus significatifs, des effets directs et des effets d'entraînement.

Pratiques intensives

- L'accroissement continu de la population mondiale et l'évolution des habitudes alimentaires entraînent une hausse de la demande alimentaire. Pour faire face à cette demande, l'intensification et les changements en matière d'utilisation des terres accentuent la pression sur les sols, la biodiversité et l'eau et augmentent l'empreinte écologique de l'humanité.
- La conversion des écosystèmes naturels et les changements en matière d'utilisation des terres des forêts aux terres agricoles, des zones humides aux terres cultivées, des terres cultivées aux infrastructures solides réduisent la capacité des sols et de la végétation à agir comme des puits de carbone. La production et la libération d'une plus grande quantité de gaz à effet de serre contribuent à une hausse des températures mondiales et affectent la biodiversité et l'hydrologie des écosystèmes.
- Les pratiques agricoles fondées sur une utilisation abusive accrue d'engrais chimiques et de pesticides, souvent associées à des monocultures à grande échelle et à des systèmes d'élevage industriel, augmentent les émissions de GES, réduisent la teneur en matière organique des sols terrestres et la capacité de stockage de l'eau, et contribuent à la dégradation de la santé des sols et au déclin de la biodiversité.
- La baisse de la productivité des terres et des rendements agricoles risque d'accroître la pression sur les sols et l'eau. La poursuite de l'expansion de l'agriculture dans les zones présentant une grande valeur en termes de diversité biologique (forêts, pâturages, zones humides) risque de s'intensifier, de porter préjudice aux services de pollinisation et de déséquilibrer davantage l'écosystème planétaire.

Chaînes d'approvisionnement

- La présence de déchets et de produits contaminants tout le long de la chaîne d'approvisionnement (traitement à forte intensité énergétique à base de combustibles fossiles, produits chimiques, emballages plastiques) est en augmentation. Une mauvaise gestion des déchets (rejets chimiques, décharges à ciel ouvert, rejets d'eaux usées sans traitement) contamine les sols, l'eau et l'air, et réduit la capacité des écosystèmes à fournir des services.
- Les chaînes d'approvisionnement alimentaires mondialisées, complexes, interconnectées et qui présentent de plus en plus de niveaux augmentent le nombre de kilomètres parcourus par unité de nourriture transportée, entravent la mise en œuvre et le suivi des pratiques liées à l'utilisation des terres, de l'eau et de l'énergie, à la transparence et à la traçabilité, et perturbent la concurrence entre les marchés locaux et les exportations.
- Les **pertes alimentaires** (après la récolte, pendant le stockage et le transport) et le **gaspillage alimentaire** (au niveau de la vente au détail et de la consommation) augmentent les émissions de GES, réduisent la disponibilité des aliments, gaspillent l'énergie, l'eau et d'autres ressources utilisées tout au long de la chaîne de valeur pour produire les aliments, et affectent les moyens de subsistance des acteurs de la chaîne d'approvisionnement.

Habitudes et changements alimentaires

- Les fournisseurs peuvent répondre aux préférences alimentaires des consommateurs (y compris leur attente de disponibilité des produits alimentaires tout au long de l'année) en augmentant le nombre de kilomètres alimentaires, ce qui augmente les émissions de GES liées au transport des denrées alimentaires.
- L'augmentation du revenu par habitant, combinée à l'urbanisation, entraîne un remplacement des régimes alimentaires traditionnels à base de féculents, de légumineuses et de légumes par des produits alimentaires ultra-transformés à forte teneur en sucres raffinés, en graisses et en huiles. Ces régimes alimentaires sont souvent plus riches en viande, ont une **empreinte carbone plus élevée** et, étant donné que la malnutrition est un facteur majeur de maladies non transmissibles, peuvent être nocifs pour la santé.

2. Principaux domaines d'action

Les systèmes agroalimentaires devront inévitablement s'adapter au changement climatique compte tenu des trajectoires du réchauffement climatique et des scénarios fondés sur des données scientifiques. Dans le même temps, et au vu de la contribution considérable des systèmes alimentaires aux émissions de gaz à effet de serre et au déclin de la biodiversité, un certain nombre de mesures doivent être mises en place pour atténuer et réduire ces impacts négatifs.

Réduire l'impact des systèmes alimentaires sur le climat et l'environnement

Le sixième rapport d'évaluation du GIEC estime le potentiel global de réduction des émissions de GES du secteur alimentaire à moyen et long terme à 44 % d'ici 2050, ce qui représente, par ordre d'importance, le quatrième secteur présentant le potentiel de réduction le plus élevé (après l'électricité, les transports et les infrastructures)¹.

Options du côté de l'offre

- Les options présentant le plus fort potentiel de réduction des émissions du système alimentaire d'ici 2030 sont les suivantes :
 - o réduire la conversion des écosystèmes naturels ;
 - o augmenter la capture et la séquestration du carbone dans l'agriculture grâce à des pratiques telles que l'agroforesterie ou l'agroécologie;
 - o restaurer les écosystèmes, notamment par l'afforestation et la reforestation.
- Développer et soutenir les cultures pérennes pour remplacer les cultures annuelles – principalement les céréales – qui occupent environ 80 % de la superficie récoltée dans le monde permettrait de réduire les émissions de GES issues de l'agriculture, voire de transformer les cultures en puits de carbone, tout en réduisant l'érosion des sols et la perte de nutriments, et en augmentant la rétention d'humidité.

Options du côté de la demande

• Le passage à des régimes alimentaires **plus riches en protéines végétales** et présentant une teneur modérée en aliments d'origine animale permet de réduire les émissions de GES liées à l'alimentation tout en générant des avantages connexes importants pour la santé humaine. Les instruments politiques doivent tenir compte des contextes, des valeurs culturelles, de l'acceptation sociale et des inégalités dans les différents pays. Ils peuvent prendre les formes suivantes :

- o protocoles d'approvisionnement public ;
- o assurance-maladie;
- o campagnes de sensibilisation;
- o directives en matière de santé publique ;
- restrictions sur les stratégies commerciales ciblant les enfants ;
- o étiquetage nutritionnel et reformulation des produits.

Chaînes de valeur et gouvernance

- Les systèmes de production intégrés combinant diverses pratiques agricoles telles que la rotation des cultures, l'agroforesterie et les systèmes mixtes d'élevage et de culture, avec un large éventail de ressources génétiques, y compris différentes variétés de cultures et des plantes traditionnelles, permettent de réduire les risques et les dépendances tout en renforçant la résilience des systèmes alimentaires face au changement climatique et aux chocs mondiaux.
- Les systèmes alimentaires territoriaux locaux permettent de réduire les émissions de GES générées entre la production et la consommation alimentaires.

Développer des chaînes de valeur spécifiques en phase avec la durabilité environnementale, l'équité et la localisation des marchés réclame des efforts, car il faut convaincre le secteur privé de réduire son empreinte environnementale et accompagner la transition.

À mesure que les autorités publiques et les organismes de financement s'adaptent à l'évolution de la situation, ils sont confrontés au défi d'investir dans des activités de **recherche et développement** appropriées tout en conciliant les intérêts économiques et sociétaux et en veillant à ce que ces activités soient inclusives et répondent aux besoins des parties prenantes et des communautés.

GIEC, <u>Sixième rapport d'évaluation</u>, 2021.

Réduire la vulnérabilité des systèmes alimentaires aux risques climatiques et environnementaux

L'atténuation des risques doit être considérée du point de vue des systèmes alimentaires dans leur ensemble, conformément à l'approche holistique et non linéaire. La figure ci-dessous présente un ensemble non exhaustif de réponses possibles du point de vue des systèmes alimentaires et **couvre toute la chaîne de valeur**, de la production à la consommation. Ces options sont organisées selon leur potentiel d'atténuation et d'adaptation concernant le changement climatique et également selon le stade du système alimentaire (production agricole ou animale, transformation, consommation).



Source: adapté du rapport spécial du GIEC « Changement climatique et terres émergées » (en anglais), 2019.

Les options situées dans le quadrant supérieur droit semblent offrir la plus grande valeur ajoutée pour la transformation durable des systèmes alimentaires. Ces options sont efficaces pour mettre en place un système alimentaire résilient au changement climatique tout en réduisant les risques climatiques, tem while reducing climate risks.

Gestion durable des terres

- La gestion durable des terres favorise la santé des écosystèmes et des sols, augmente la productivité agricole et contribue à l'adaptation au changement climatique et à son atténuation grâce à :
- une irrigation efficace;
- o des cultures résistantes à la sécheresse ;
- o une diversification des systèmes de culture ;
- o l'agroforesterie et l'agroécologie;
- o la rotation des cultures, la culture intercalaire et la culture sans labour.

La gestion durable des terres améliore également la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Systèmes alimentaires urbains et périurbains

 Les entreprises agricoles urbaines et périurbaines telles que l'apiculture et l'horticulture sont de plus petite taille, mais plus proches des consommateurs. L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) considère l'agriculture urbaine et périurbaine comme une stratégie fondamentale pour renforcer la résilience de l'approvisionnement alimentaire des villes. L'agriculture urbaine et périurbaine réduit les incertitudes liées aux perturbations des chaînes d'approvisionnement alimentaire et fournit des opportunités d'emploi.

Recommandations politiques pour la transition vers des systèmes alimentaires tenant compte du climat

De nombreux pays signataires de l'Accord de Paris ont inclus des plans d'atténuation et d'adaptation liés à leurs systèmes alimentaires dans leurs <u>contributions déterminées au niveau national</u>. Les gouvernements accordent une attention croissante à la conversion de l'agriculture conventionnelle en approches agricoles plus durables et plus résilientes au climat, mais accordent moins d'attention aux services et aux cadres institutionnels – services d'information sur le climat, assurances, crédit – susceptibles de faciliter la transition.

Les politiques qui s'appliquent à l'ensemble du système alimentaire, notamment celles qui réduisent les pertes et le gaspillage alimentaires et influencent les choix alimentaires, permettent une gestion plus durable des terres, une sécurité alimentaire renforcée et des trajectoires à faibles émissions. Ces politiques peuvent contribuer à l'adaptation au changement climatique et à son atténuation, réduire la dégradation des sols, la désertification et la pauvreté, et améliorer la santé publique.

Le graphique ci-dessous illustre les domaines d'action et les options politiques en matière d'offre et de demande pour transformer les systèmes alimentaires afin de les rendre plus résilients et durables. Cette compilation de différentes catégories de politiques et de mesures n'est pas exhaustive.

ORIENTATION ORIENTATION DEMANDE OFFRE Augmentation Réduction du Incitations, taxes, réglementation, R&D, agroécologie, développement des capacités et formation des exploitants de l'efficacité sensibilisation et renforcement des gaspillage agricoles, intensification durable, incitations capacités, économie circulaire - R&D agricole alimentaire et taxes transformatrices, accès à des investissements transformateurs, programme pour la santé des sols et la biodiversité Aménagement du territoire pour les services **Aménagement** Réduction de la Tarification du carbone pour certains écosystémiques, paiement des services produits alimentaires, évolution de consommation du territoire écosystémiques, programmes de conservad'aliments et de l'environnement alimentaire, accès au tion de la biodiversité (agricole) financement, changement des comportebiens induisant de ments en matière de choix alimentaires, fortes émissions comptabilisation des coûts réels de carbone Taxes et incitations, obligation de déclaration **Approches** Stimulation Tarification du carbone pour certains des coûts liés au carbone, facilitation de la des marchés produits alimentaires, comptabilisation des du marché collaboration entre les secteurs public et coûts réels, taxation des produits non des aliments privé, produits d'assurance, finance à impact, durables durables installations de stockage Commerce Normes de durabilité, commerce biologique Association Marchés publics, étiquetage alimentaire, ou écologique, taxes et incitations pour le des objectifs campagnes de sensibilisation et d'éducation, commerce éthique, incitations pour ajustement de la structure des subventions en matière de l'efficacité du transport et du stockage carbone et de santé

Source : adapté du rapport spécial du GIEC « Changement climatique et terres émergées », 2019 (en anglais).

Selon le GIEC, jusqu'à vingt catégories de politiques publiques sont susceptibles d'influencer directement ou indirectement les systèmes agroalimentaires par le biais de réglementations environnementales, d'interventions sur le marché et d'influences sur le comportement des consommateurs.

Commerce équitable

 Le commerce alimentaire et la souveraineté alimentaire sont des éléments complémentaires de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et doivent être abordés conjointement. Le commerce international peut constituer un filet de sécurité en compensant les déficits par les importations, mais il ne doit pas se faire au détriment du renforcement des systèmes alimentaires locaux et régionaux, qui sont essentiels à la résilience locale.

Financement

- L'accès au financement est un élément clé pour transformer les systèmes alimentaires. De nombreux mécanismes sont disponibles, mais le manque de connaissances quant à la manière d'accéder à ces mécanismes, ainsi que sur les personnes éligibles à chacun d'entre eux, constituent des obstacles à la participation. L'éducation financière peut réduire ces obstacles et faciliter l'accès.
- Les gouvernements peuvent recourir à des subventions et à des incitations fiscales pour promouvoir la conversion de pratiques agricoles conventionnelles en activités davantage axées sur l'agroécologie, reconnaître la valeur des services écosystémiques, soutenir la reforestation et encourager l'abandon progressif des énergies fossiles.
- Le financement de mesures climatiques devrait tenir compte du fait que les systèmes alimentaires sont une source majeure d'émissions de GES et donner la priorité aux stratégies d'adaptation et d'atténuation telles que la restauration des terres, des pratiques agroalimentaires et agroécologiques plus durables, des investissements dans les chaînes d'approvisionnement afin de réduire les pertes, et des investissements dans la production de produits abordables et nutritifs.

Groupes vulnérables

Dans un souci de ne laisser personne de côté, la prise en compte des groupes vulnérables (femmes, hommes et enfants handicapés, personnes âgées, personnes pauvres et autres groupes exclus en raison de leur sexe ou de discriminations sociales et culturelles) devrait sous-tendre toutes les réponses politiques aux défis liés aux facteurs C/RC/E en matière d'accès à une alimentation saine et suffisante à un prix abordable, en particulier pendant les périodes de choc ou de stress aigus. Toutes les interventions doivent viser à autonomiser les groupes marginalisés par le biais d'actions collectives, telles que des groupes d'entraide inclusifs, et doivent favoriser l'accès à une éducation et à des financements inclusifs, ainsi qu'à une distribution alimentaire accessible et améliorée.

Outils et approches pour l'intégration

CEDRIG (DDC) intègre systématiquement le changement climatique, les aléas naturels et les problématiques environnementales au niveau des projets ou des programmes. Sur la base d'une analyse contextuelle approfondie, l'outil évalue si une intervention prévue ou en cours est exposée à des risques liés au changement climatique, aux aléas naturels ou à des problèmes environnementaux et si elle peut avoir un impact négatif sur le climat ou l'environnement, créer de nouveaux risques ou aggraver ceux qui existent déjà. L'outil aide à définir des mesures visant à intégrer le climat, la réduction des risques de catastrophe et l'environnement dans des activités de projet, des programmes et des stratégies.

Les normes ISO et les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) destinés à évaluer le secteur privé et les produits d'investissement sont conçus pour aider les parties prenantes à prendre des décisions responsables, conformément au principe visant à ne pas nuire.

Pour en savoir plus

Centre for Food Policy, City University of London, <u>45 actions to orient food systems towards environmental sustainability: co-benefits and trade-offs</u>, <u>2023</u>.

FAO, <u>Feuille de route mondiale devant permettre de réaliser l'objectif de développement durable 2 (ODD 2) sans dépasser le seuil de 1,5 °C de réchauffement climatique (en anglais), 2023.</u>

FAO & GAIN, Action pour le climat et nutrition – Vecteurs d'impact (en anglais), 2023.

FAO, <u>Objectifs de développement durable : systèmes agroalimentaires durables</u> – rubriques Publications et Outils, 2024.

FAO, <u>Systèmes agroalimentaires</u> et <u>Systèmes d'élevage</u>, onglet Ressources, 2024.

FAO, Agriculture urbaine et périurbaine, 2024.

FAO, Making climate-sensitive investments in agriculture - Approaches, tools & experiences (en anglais), 2021.

GAIN, Greening Nutrition Programmes (en anglais), 2023.

GIZ/Alliance Bioversity-CIAT, <u>Climate Risk Planning & Managing Tool for Development Programmes in Agri-food Systems</u> (CRISP-Tool), en anglais, 2022.

Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE-FSN), Policy recommendations.

GIEC, Special Report on Climate and Land, <u>Chapter 5: Food Security</u> (en anglais), 2019.

GIEC, Groupe de travail III, Climate Change 2022: Mitigation of Climate Change (en anglais), 2022.

IPES-Food, <u>Alimentation ancrée – Les marchés territoriaux comme piliers de la résilience et de la sécurité alimentaire</u>, 2024.

DDC, <u>Lignes directrices pour l'intégration du climat</u>, de <u>l'environnement et de la réduction des risques de catastrophe</u> (CEDRIG).

Comité national suisse de la FAO (CNS-FAO), documents de position et documentation.

HCDH, <u>Policy Guidelines for Inclusive Sustainable Development Goals – Food and Nutrition</u> (OHCHR Thematic Brief), en anglais, 2020.

WWF, Food Forward NDCs (Nationally Determined Contributions), guidance (en anglais), 2024.

Impressum

Éditeur :

Département fédéral des affaires étrangères DFAE

Direction du développement et de la coopération DDC

Sections Climat, RRC et environnement et Agriculture et systèmes alimentaires

Conception:

Zoï Environment Network

2025 / @ SDC